

Effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire au sahel : agir par l'irrigation

Yacoubou MOUSSA
Auditeur
Université Senghor, Égypte

Yacoubou MOUSSA :

Titulaire d'un Bachelor en Foresterie et gestion des terroirs, Yacoubou Moussa est en formation à l'Université Senghor pour l'obtention d'un master en développement. Mais avant, il a occupé les responsabilités suivantes :

1°) service civique national : assistant chef du service reboisement et aménagement des forêts à la DRE de Maradi. M. Moussa a réalisé diverses activités relatives à l'aménagement des forêts : cartographie des terroirs villageois et blocs forestiers, inventaires, supervision des activités des antennes régionales du PAFN, etc.

2°) Secrétaire permanent de l'ANPIP : bras technique dans le cadre de la mise en œuvre des sous projets, il a également joué un rôle actif en matière d'information et de sensibilisation des producteurs dans l'identification des problématiques environnementales des sites irrigués, la mise en œuvre des mesures correctives, etc. Il était également chargé de superviser les missions des consultants.

Tout récemment, M. Moussa a effectué un stage de trois mois au BEEEI (Niger), dont l'apport a considérablement renforcé ses capacités.

Résumé :

La hausse du niveau de la mer, la fonte généralisée des glaciers, ainsi que les événements météorologiques extrêmes établissent les preuves du changement climatiques. La responsabilité de l'homme dans l'aggravation du phénomène est clairement mise en évidence, et ce dernier exerce sur lui des effets à travers des activités comme l'agriculture. Au sahel, les effets du changement climatique sur l'agriculture se traduisent par la baisse des rendements. La variabilité des précipitations, la dégradation des sols, les mauvaises pratiques agricoles, la pauvreté des populations, etc. en constituent les facteurs aggravants. Leur conjonction met en péril l'équilibre et précipite les populations dans l'insécurité alimentaire. Les sécheresses des années 1970 et 1984-1985 et tout récemment celle de 2005 qui ont sévi au Niger et dans d'autres pays du sahel sont des preuves évidentes.

Les résultats des travaux scientifiques évoquent des scénarii pessimistes pour les prochaines décennies. Selon le dernier rapport du GIEC (GIEC, 2007):

1°) certains pays pourraient voir le rendement de l'agriculture pluviale chuter de 50% d'ici 2020. On prévoit que la production et l'accès à la nourriture seront touchés dans de nombreux pays avec des lourdes conséquences en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition ;

2°) selon plusieurs scénarios climatiques, la superficie des terres arides et semi-arides pourrait augmenter de 5 à 8% d'ici 2080.

Face aux menaces climatiques, le sahel ne doit pas continuer à subir, il doit agir comme il l'a toujours fait. L'une des pistes à prioriser est l'irrigation. En dehors de sa contribution dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, elle contribuera à renforcer les capacités économiques des pays. Cela est possible, car les potentialités existent. On dénombre au sahel les grands bassins suivants : Lac Tchad (2.381.635 km²), Niger (2.273.946 km²), Sénégal (483.181 km²), auxquelles il faut ajouter les ressources en eau (internes) propres aux pays. L'existence des infrastructures, équipements, institutions de recherche, structures de gestion (OMVS, CBLT, ABN, etc.) ainsi que la tradition d'irrigation constituent des acquis importants à capitaliser et à valoriser. Mais pour assurer une irrigation qui tient compte des exigences du futur, l'évaluation environnementale doit être un préalable indispensable.